

Dans plusieurs pays du monde, des millions de personnes non seulement ne mangent pas à leur faim, mais meurent de faim. Récemment encore, la FAO indiquait, dans l'une de ses revues, qu'entre 10 et 15 millions de personnes annuellement mouraient directement ou indirectement de la faim ou de la malnutrition. Dans plusieurs pays du monde, des surplus agricoles et alimentaires ont été enregistrés, peut-être pas cette année, mais il y a quelques années seulement. Beaucoup de pays ont volontairement freiné la production agricole, et ont également détruit des stocks alimentaires. Considérant la hausse du prix du pétrole, qui a eu des répercussions sur la hausse du prix des fertilisants, et considérant la grande difficulté des hommes politiques dans beaucoup de pays du monde à prendre des décisions fermes et positives pour mettre fin à cet immense problème, je dirais, monsieur le président, que dans l'ensemble les pays riches ont fait un effort si modeste à la Conférence de Rome que nous pourrions considérer comme un peu honteux pour les pays riches d'avoir promis si peu à des pays auxquels ils doivent tant.

Nous connaissons l'exploitation faite par plusieurs pays, volontairement ou involontairement, par l'énorme différence qui existe entre les termes de change, dans des conditions commerciales trop souvent inégales.

Le Canada a fait figure de héros à cette conférence, et notre ministre des Affaires extérieures (M. MacEachen) a vraiment prononcé un discours clef au Palais des Congrès. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans son allocution disait, et je cite :

... nous, Canadiens, n'avons pas l'intention de nous soustraire à notre responsabilité internationale. Nous sommes prêts à appuyer dans toute la mesure de nos moyens toute entreprise collective susceptible de contribuer à libérer l'humanité toute entière du sceptre de la misère. Mais pour que ces entreprises portent fruits, il est indispensable que les efforts soient soutenus et véritablement collectifs.

Un peu plus loin, le ministre déclarait :

... nous analysons présentement avec soin les ressources humaines et matérielles que nous possédons afin de trouver par quels moyens elles pourraient être mises à la disposition des pays en voie de développement qui désirent perfectionner leur technique de productions agricoles et de pêche. Nous avons donc l'intention de répondre adéquatement aux demandes des pays en voie de développement qui sont fermement décidés à affecter toutes leurs ressources nationales à la production alimentaire pour lesquels cette production constitue un objectif prioritaire.

Dans une perspective plus vaste, l'honorable ministre déclarait :

● (1650)

[Traduction]

... l'humanité doit, certes, se nourrir, mais il nous faut faire un usage bien équilibré de toutes les ressources terrestres ou sa civilisation subira le sort de celles de Ninive et de Babylone qui ont détruit leurs terres nourricières.

[Français]

Il y a plusieurs façons, monsieur le président, de changer la situation actuelle, au niveau de l'alimentation telle qu'elle existe dans plusieurs pays du monde. Il y a, bien sûr, l'aide alimentaire et l'aide tout court aux pays en voie de développement, laquelle il faut substantiellement augmenter. Il se fait dans plusieurs pays du monde un gaspillage qu'il faut absolument éviter. Certains sacrifices doivent être consentis par plusieurs nations si elles veulent éviter que la faim persiste. Et au niveau du pays, une sensibilisation doit être faite aux problèmes de la pauvreté en général et de l'alimentation des pays du Tiers-Monde en particulier, non seulement par ceux qui ont à prendre des décisions, mais également par toute la population. Ici, monsieur le président, les organisations non gouverne-

Le budget—M. I. Pelletier

mentales peuvent jouer un rôle capital. Il convient d'ailleurs de souligner le rôle important que les organismes non gouvernementaux ont joué à la Conférence de Rome. Je suis persuadé qu'ils continueront leur campagne de sensibilisation au niveau du pays tout entier. Il ne faudrait pas oublier non plus l'agriculteur dans nos efforts en vue de changer la situation dans laquelle plusieurs pays se trouvent actuellement. J'ai été très heureux de constater que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) s'est chargé de le rappeler aux délégués à la Conférence de Rome, et surtout dans les commissions, que l'élément fondamental d'une réforme qui permettrait aux pays en voie de développement de développer considérablement leur potentiel alimentaire, était justement l'agriculteur. Il faut dire que le ministre de l'Agriculture du Canada, monsieur le président, a été hautement considéré par plusieurs délégués de la Conférence, tant les propos qu'il a tenus et sa défense de la classe agricole ont été hautement appréciés. Parmi les suggestions qui ont été faites à la Conférence pour essayer d'éliminer les problèmes de la faim dans le monde, il y en a deux qui méritent d'être soulignées. M. Romulo, dont j'ai tantôt cité les propos, disait :

[Traduction]

Permettez-moi de résumer la chose en quelques mots. Il n'y a rien pour remplacer les aliments. On peut faire des usines, autant qu'on veut; des ateliers, des marchés, des réserves de change, des terrains de golf, du pétrole, des droits de tirage spéciaux, tout ce que les économistes et les spécialistes financiers peuvent imaginer ou exiger; mais si votre population n'a pas suffisamment à manger, si elle ne produit pas assez d'aliments pour se nourrir, c'est là que vos ennuis commencent. De vrais ennuis: c'est la crise.

Crise économique, crise politique, crise morale; en fin de compte, il n'y aura personne pour vous en sortir: à vous de vous débrouiller.

[Français]

Des propos similaires, monsieur le président, ont été également tenus par le chef de la délégation chinoise, qui a rappelé aux pays en voie de développement qu'ils ne devraient plus compter sur les pays riches, tant ceux-ci sont égoïstes, et qu'ils ne devraient désormais compter que sur leurs propres moyens.

S'il faut louer ces prises de positions qui, à long terme, présentent sûrement une façon idéale de résoudre le problème, il n'en demeure pas moins vrai qu'il n'est pas possible à court terme d'appliquer cette suggestion.

Monsieur le président, en ce qui a trait à l'aide au développement, le Canada peut jouer un rôle de leader. Un des grands diplomates canadiens, M. Maurice Strong, déclarait il y a quelques années :

[Traduction]

Trois grands facteurs déterminent notre époque. Le premier est la course à l'espace; le deuxième, la course aux armements nucléaires; et le troisième est la course au développement. Le Canada ne participe pas aux deux premières courses, mais dans celle des pays en voie de développement nous pouvons constituer une grande puissance. Ayant nous-mêmes franchi cette étape, nous savons ce qu'elle représente.

[Français]

Monsieur le président, au cours des deux semaines de débats et de discussions à la Conférence de Rome, l'une des interventions les plus remarquables qu'il m'ait été donné d'entendre n'a pas été faite au palais des Congrès où se tenait la Conférence, mais a été prononcée lors de l'audience accordée par le pape Paul VI aux délégués de la Conférence à Saint-Pierre de Rome. J'en livre quelques passages qui m'apparaissent très intéressants :

La crise présente apparaît en effet surtout comme une crise de civilisation et de solidarité. Une crise de civilisation et de méthode, qui se manifeste lorsque le développement de la vie en société est affronté d'un point de vue unilatéral, en considérant seulement le modèle de